

Aeso Debat 2 - Rapporteur

Bonjour

Le syndicat de la Métallurgie Ile de France Sud Est nous propose de supprimer l'intégralité de l'article 1.1.2.4.3.

Ce faisant, il nous invite à renoncer à l'expérimentation d'un contrat d'accompagnement des syndicats travaillé avec les FD et les URI. Tous les mots comptent dans la proposition de l'article : expérimentation, contrat, accompagnement, syndicat, FD et URI.

Tous les mots comptent, et je vais les reprendre un par un en commençant par le **syndicat**. Faisons-nous avec cette proposition une entorse à nos règles de fédéralisme ? Prenons-nous la dangereuse pente de l'ingérence dans le fonctionnement du syndicat ? Nous attaquons nous à sa souveraineté ?

et avec un contrat ne remettra pas en cause nos règles

A ces trois questions la réponse est NON. Ne nous faisons pas de faux débat. Le syndicat conserve toutes ses prérogatives et ses missions : ce que nous voulons, c'est les renforcer, c'est faire en sorte que tous les syndicats CFDT aient la capacité d'assumer leurs tâches. Or nous savons pertinemment que tous ne sont pas structurés comme le syndicat Métaux qui défend l'amendement. J'en veux pour preuve qu'un tiers des syndicats ne sont pas présents à ce congrès.

Pouvons-nous nous en satisfaire ? Le fédéralisme, c'est la souveraineté dans un périmètre, dans un champ, dans un territoire. Mais la souveraineté à la CFDT n'a jamais rimé avec « chacun pour soi ». Nous sommes confédérés, reliés les uns aux autres, par des valeurs, par des orientations, par des actions, des débats, des cotisations. Nous le sommes de plus en plus aussi et c'est une bonne chose, par des coopérations.

L'accompagnement de nos adhérents et de nos militants, c'est la clé de notre rapport de force. S'ils se sentent accueillis et soutenus par leur organisation, ils y restent, ils s'y engagent, ils font voter CFDT, ils développent la CFDT, ils font avancer nos revendications. Ils changent concrètement la vie des travailleurs. Les entreprises et les administrations sont les lieux de fabrique de notre syndicalisme. C'est de plus en plus exigeant et les moyens sont en baisse. C'est là, auprès des militants, qu'il faut porter nos énergies, nos ressources, notre aide. L'ARC nous a permis de préciser ce qu'est l'accompagnement : il part des besoins, il s'adapte aux situations, aux personnes, aux collectifs. Il est limité dans le temps et s'arrête quand les objectifs sont atteints. Se faire accompagner, ce n'est pas un aveu de faiblesse, c'est une force au contraire.

C'est vouloir faire mieux. Toute structure CFDT, et même le syndicat Métaux francilien sud est, peut être un jour confronté à une situation inédite et avoir besoin de soutien. Le syndicat Fep de Bourgogne qui se porte bien vient de nous expliquer comment ça le renforce !

Accompagner les équipes est une mission cardinale du syndicat mais il n'en n'a pas l'exclusivité, cela, nous l'avons tranché à Rennes il y a quatre ans : c'est toute l'organisation CFDT qui doit passer en « mode accompagnement » !

Le contrat, ça existe déjà. Des fédérations, des unions régionales proposent déjà à des syndicats volontaires des contrats de développement par exemple. Le syndicat fixe des objectifs, il est encouragé à les atteindre par une aide matérielle ou financière. Parfois c'est la FD, parfois c'est l'URI, parfois ce n'est personne. Et comme les sujets sur lesquels on peut passer contrat ne manquent pas, on peut collectionner des contrats.

Ce qui est proposé dans la résolution aux syndicats qui le souhaitent, c'est de se mettre à leur disposition de façon coordonnée pour les aider à se structurer, à se développer, à accompagner leurs équipes, leurs adhérents, à former plus et mieux leurs militants. Ce qui est proposé c'est de mettre les besoins du syndicat au centre, et que sa fédération et son uri s'entendent ensemble et avec lui sur la meilleure façon de l'accompagner. Sur ce que l'une et l'autre peuvent lui apporter. En d'autres termes, ce n'est plus aux responsables de syndicat de frapper à toutes les portes mais une porte qui s'ouvre à lui.

Le texte de la résolution propose enfin **d'expérimenter** ces nouveaux contrats. Expérimenter cela veut dire « on tente, on regarde ce que cela produit, et s'il le faut, on ajuste ». Avec l'amendement que nous débattons, on ne se donne même plus cette possibilité-là, je devrais dire cette chance là.

Si la partie Une de la résolution générale se concentre sur notre maison CFDT c'est parce que nous avons à travailler sur nous-mêmes. Pour nous renforcer, pour être au rendez-vous de nos ambitions de transformation, pour être à la hauteur de notre première place dans le concert syndical. Il nous faut une organisation solide, efficace, accueillante et accompagnante. Pour renforcer chaque structure CFDT, à commencer par le syndicat. Nous avons toujours su évoluer au cours de notre histoire pour nous adapter aux évolutions de la société. Aujourd'hui, le numérique façonne de nouvelles aspirations : plus de réactivité, plus de coopérations, plus d'horizontal, plus de participation.

L'amendement, je le crains nous enferme dans une illusion. L'illusion selon laquelle on serait tous assez grands pour n'avoir besoin de personne. Je crois moi au contraire que nous avons tous besoin les uns des autres et besoin de travailler ensemble en bonne intelligence. C'est ce que nous vous proposons de faire avec l'expérimentation de contrats d'accompagnement. C'est la raison pour laquelle je vous demande de rejeter l'amendement.